

Christophe Voilliot

**Yves Déloye, *Les voix de Dieu. Pour une autre histoire du suffrage électoral : le clergé catholique français et le vote. XIXe-XXe siècle*, Paris, Fayard, 2006, 410 p. ISBN : 2-213-62278-7. 28 euros.**

---

**Avertissement**

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

Référence électronique

Christophe Voilliot, « Yves Déloye, *Les voix de Dieu. Pour une autre histoire du suffrage électoral : le clergé catholique français et le vote. XIXe-XXe siècle*, Paris, Fayard, 2006, 410 p. ISBN : 2-213-62278-7. 28 euros. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 34 | 2007, mis en ligne le 03 novembre 2008. URL : <http://rh19.revues.org/index1432.html>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848

<http://rh19.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://rh19.revues.org/index1432.html>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

Tous droits réservés

Yves DÉLOYE, *Les voix de Dieu. Pour une autre histoire du suffrage électoral : le clergé catholique français et le vote. XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 2006, 410 p. ISBN : 2-213-62278-7. 28 euros.

Proposer une « autre histoire du suffrage électoral » comme l'envisage Yves Déloye, professeur de science politique à l'université Paris-I, c'est à la fois faire le constat de lacunes dans l'historiographie des pratiques électorales et étudier les pratiques culturelles du catholicisme en lien avec les circonvolutions de la vie politique. Si le constat est sévère et le bilan historiographique limité à une note de fin d'ouvrage, l'enquête s'avère, elle, passionnante. De ce point de vue, le pari de l'auteur est réussi et l'apport de l'ouvrage à la connaissance des pratiques électorales est incontestable. En montrant comment l'intervention du clergé dans les luttes électorales s'inscrit dans une pastorale, en s'intéressant aux conflits que cet encadrement du suffrage suscite au sein même de l'Église catholique, Yves Déloye appréhende le cléricisme comme un « fait total ». Se faisant, et grâce à la qualité de l'enquête dans les archives, il peut restituer la contribution de l'Église à la politisation et au développement des technologies de mobilisation électorale sous la Troisième République. Contribution qui est aussi une inflexion par rapport à l'idéal républicain : pour Yves Déloye, du fait de cet encadrement cléricale, « l'apprentissage et la pratique du vote peuvent durablement s'inscrire dans un imaginaire religieux qui entrave l'autonomie et l'individualisation du politique » (p. 17).

Ce sont les hésitations de certains clercs face à l'interventionnisme électoral des premières décennies de la Troisième République qui constituent le point de départ de la démonstration de l'auteur. Cette période « d'effervescence théologique et politique » (p. 24) est analysée à travers deux trajectoires épiscopales. Celle, tout d'abord, de Mgr Guilbert, évêque de Gap, qui évoque dans ses lettres pastorales de 1876 une position de retrait, où l'Église ne privilégierait pas un régime politique plutôt qu'un autre. Au nom d'une « pratique chrétienne du suffrage universel » visant à responsabiliser l'électeur, il accepte une république qui se conformerait à la morale chrétienne. Celle, ensuite, de Mgr Freppel, évêque d'Angers, fervent défenseur de la monarchie légitime et de l'interventionnisme électoral, et pour qui la république est la banalisation du mal. Largement majoritaires à cette époque, les idées qu'il défend dans ses lettres pastorales – notamment celle de 1889 qui provoqua un incident à la Chambre des députés – s'inscrivent dans la perspective concordataire du catholicisme comme religion d'État. En luttant contre les formes de sécularisation qui menacent selon lui l'identité française, Mgr Freppel réaffirme que l'acte de vote ne saurait échapper au magistère de l'Église. Ces prises de position, qu'Yves Déloye caractérise comme une « éthique politique concrète » au sens de Max Weber, ne sont pas uniquement des jalons théologiques. Ils contiennent des incitations pratiques à l'action électorale, assimilant cette dernière à un devoir moral. De fait, le devoir électoral et la prohibition des

votes déviants, assimilés à des péchés, sont des éléments parfaitement intégrés à la pastorale catholique. En tenant compte des sensibilités de l'époque, « l'Église veut trouver dans cette "qualification" de l'acte électoral un moyen de pression psychologique suffisamment fort pour engager durablement les catholiques à "bien voter", *i. e.* à voter chrétiennement » (p. 35). Le vote est ainsi érigé en instrument de combat et l'action électorale des clercs en apostolat. Comme le montre, par exemple, l'*Instruction sur les devoirs des électeurs catholiques* éditée par Mgr Izoard en 1890, le vote est assimilé par la hiérarchie épiscopale à une œuvre chrétienne, dont la réussite est susceptible d'augmenter les chances de salut. Il s'agit bien de « donner un sens total au monde et [de] guider la multiplicité des expériences humaines et notamment les actes civiques » (p. 39), et ce alors même que le magistère de l'Église est de plus en plus remis en question. Voter ne suffit pas, il faut avant tout « bien voter ». Cette conception sacralisante de l'acte électoral s'oppose en tout point au modèle républicain d'un citoyen éclairé, libre de ses choix et exprimant une opinion individuelle. À la veille du ralliement, « la culture catholique entend imposer l'image d'un citoyen qui reste le porte-parole de sa communauté d'appartenance religieuse » (p. 41). L'encadrement du vote limite ce dernier au rôle d'instrument, l'inscrit dans un combat communautaire de défense de l'identité catholique. L'électeur doit être avant tout un soldat discipliné au service des intérêts de l'Église. La métaphore militaire est loin d'être innocente et se décline dans toutes les phases d'une lutte électorale qui oppose les « soldats de Dieu » au mal. C'est bien là la preuve, suggère Yves Déloye, que ce combat n'est pas seulement théologique. Le « ressentiment identitaire » dont fait preuve l'Église catholique à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle doit être analysé dans une perspective stratégique. Il y a une véritable instrumentalisation de la pastorale en fonction d'objectifs politiques et pas seulement religieux. Cette mise en avant de la morale religieuse définit les contours d'une « théologie politique » où l'acte électoral est revêtu d'une dimension sacrée.

Cette théologie politique marque une rupture avec la période antérieure, cet « ancien régime du cléricalisme » qui va du Concordat à la rupture de 1860. Durant cette période, et à l'exception de la monarchie de Juillet, l'alliance du trône et de l'autel s'avère solide. La piété va de pair avec un assentiment politique que symbolisent les grandes liturgies publiques. Préalable à l'interventionnisme clérical qui prend forme dans les luttes électorales du Second Empire, cette période est aussi marquée par l'émergence de représentations de plus en plus critiques du cléricalisme. En 1870, la situation semble conflictuelle : l'Église manifeste une grande méfiance vis-à-vis du suffrage universel, qu'elle se propose d'encadrer, et les républicains, autour de Gambetta, craignent son influence politique et sont décidés à la combattre. En effet, la république naissante est marquée par une politisation croissante du clergé, spécialement du bas-clergé. Même si son action politique s'inscrit dans un répertoire d'action plus large dont la finalité reste l'obtention du

salut, le prêtre catholique se transforme à la veille des scrutins en « conseiller électoral ». Cet engagement revêt, dans ce qu'Yves Déloye nomme « littérature prêtrephile », un caractère essentiellement moral. L'engagement partisan est au contraire toujours disqualifié au nom de l'union des croyants et de l'identité française. Ce « processus d'imprégnation catholique des comportements électoraux » (p. 124) est une dimension importante de la vie politique autour du ralliement. En effet, le discours ecclésiastique s'accorde volontiers avec une dramatisation des choix électoraux qui, à la faveur des succès républicains répétés, se transforme en radicalisation. Cet engagement clérical culmine avec l'affaire Dreyfus et se prolonge jusque dans les années 1950.

Le répertoire d'action clérical qu'étudie Yves Déloye repose sur un double processus : la politisation des pratiques sacerdotales et l'appropriation religieuse des savoir-faire politiques. D'un côté, le clergé prêche le devoir électoral ; de l'autre, il met en œuvre des « trucs électoraux » et recourt aux formes les plus modernes de la publicité. Cet aspect du travail d'Yves Déloye est particulièrement bien documenté et novateur. Il retrace l'évolution des groupes de presse et des maisons d'édition catholique, l'apparition des bulletins diocésains et paroissiaux, le recours aux tracts et aux affiches, et conclut à l'apparition d'un savoir-faire indéniable en matière de propagande. Regrettons seulement que cette riche documentation ne soit pas accessible pour partie au lecteur, si ce n'est à travers les descriptions des notes en fin de volume. Un cahier iconographique s'imposait, l'éditeur s'est contenté d'une minuscule reproduction en couverture, uniquement là, semble-t-il, pour attiser nos regrets ! Concomitamment, les membres du clergé se transforment en « experts en science électorale » (p. 166). C'est le cas, par exemple, de l'abbé Charles Marcault auteur en 1910 d'un traité au titre évocateur, *L'Art de tromper, d'intimider et de corrompre l'électeur*. Même si, nous dit Yves Déloye, l'ouvrage est partial, il familiarise les électeurs avec les règles électorales et les incite à emprunter aux républicains leurs méthodes électorales pour mieux les combattre. Il en va de même des nombreux manuels électoraux qui paraissent à cette époque. Autant de publications qui contribuent elles aussi à la rationalisation des pratiques électorales.

Au vu de cette enquête, Yves Déloye est en mesure de relire, de manière critique, le *Tableau politique de la France de l'ouest* d'André Siegfried. Il se propose ainsi d'historiciser la relation cléricale afin d'en délimiter « les conditions sociales et culturelles de félicité » (p. 185). La domination cléricale n'est pas un donné. Elle n'est pas inscrite dans une situation sociale et géographique figée, mais résulte d'un véritable travail politique. Le vote conservateur n'est pas seulement un héritage du passé, il correspond à une vision religieuse du monde entretenue par les pratiques liturgiques et sacerdotales. En acceptant cette influence du clergé, les électeurs font preuve de déférence. Cette attitude favorise en retour le « contrôle "disciplinaire" sur les âmes et sur les corps » (p. 197) et la sanction par les prêtres des déviances

électorales. Ce contrôle s'exerce principalement dans le cadre de la paroisse, là où le bas-clergé, particulièrement les vicaires non rémunérés par l'État, est le plus combatif. Il donne naissance à une défense religieuse, nettement anti-républicaine, souvent antisémite et antimaçonnique, dont Yves Déloye souligne le caractère violent et extrémiste au tournant du XX<sup>e</sup> siècle. Après 1905, l'intensité de l'interventionnisme clérical décline. Le clergé privilégie les mouvements d'action catholique à l'intervention directe dans les luttes électorales, professant néanmoins un anticommunisme durable, et à l'origine de bien des compromissions dans l'entre-deux guerres et dans le cadre du régime de Vichy.

Tout comme le deuxième chapitre sur le premier XIX<sup>e</sup> siècle, ce dernier paragraphe intitulé « permanences et mutations d'un sacerdoce électoral », encadre chronologiquement un travail dont la majeure et la meilleure partie concerne la séquence 1860-1914. Le sous-titre de l'ouvrage est à cet égard un peu trompeur. Malgré quelques approximations<sup>11</sup>, Yves Déloye se montre un bon connaisseur de l'historiographie de l'ensemble de la période mentionnée, notamment – ce qui est rare en science politique – des travaux sur l'histoire de l'Église catholique. Mais le livre vaut surtout pour ses analyses de la Troisième République naissante, dans le prolongement des travaux antérieurs de l'auteur<sup>12</sup>. Si la démonstration s'inscrit dans une histoire institutionnelle plus longue, son analyse des pratiques électorales et sacerdotales est particulièrement convaincante pour ce qui est de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. L'ouvrage est ainsi une contribution de premier plan à l'étude de la politisation des campagnes, mais aussi à l'histoire des formes d'analyse du vote et des savoir-faire pratiques en matière électorale.

Christophe Voilliot

Philippe BOUTRY et André ENCREVÉ [dir.], *Vers la liberté religieuse : la séparation des Églises et de l'État, actes du colloque organisé à Créteil les 4 et 5 février 2005 par l'Institut Jean-Baptiste Say de l'Université Paris XII-Val-de-Marne*, Bordeaux, Éditions Bière, 2006, 346 p. ISBN 2-85276-090-8, 29 euros.

Parmi la profusion de manifestations auxquelles a donné lieu la commémoration du centenaire de la loi de séparation des Églises et de l'État, ce colloque tient une place éminente, tant par la variété des contributions que par l'ampleur des questions envisagées. En insistant sur la notion de liberté

11. L'auteur de ces lignes est ainsi surpris d'apprendre au détour d'une phrase que c'est à partir des élections législatives de 1817, plutôt que de celles de 1816, que s'intensifie la « pression ministérielle et administrative » (p. 67) sur les électeurs...

12. Yves Déloye, *École et citoyenneté. L'individualisme républicain de Jules Ferry à Vichy : controverses*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994.